

Comment Macron veut faire du français la troisième langue la plus parlée au monde

Le chef de l'État a annoncé mardi, devant les académiciens, un plan pour redynamiser la francophonie.

FRANÇOIS-XAVIER BOURMAUD
@fxbourmaud

PATRIMOINE Il a terminé son discours les yeux brillants en évoquant ses lectures de Giono et de Colette. Sans doute pas mécontent de son éloge de la langue française prononcé sous la coupole de l'Institut de France, là où se réunissent les académiciens depuis bientôt quatre cents ans. Là surtout où aucun président de la République ne s'était exprimé avant lui, malgré le statut de protecteur de l'Académie dont il jouit.

Mardi, les immortels étaient tous là pour écouter, selon les mots de l'Élysée, le « discours fondateur » d'Emmanuel Macron sur la francophonie. Sujet poussiéreux s'il en est que le président de la République s'est efforcé de moderniser.

D'abord en conviant, aux côtés des quarante membres de l'Académie française, près de trois cents étudiants. Ensuite en exposant, sur un ton parfois lyrique, une trentaine de mesures pour propulser le français au troisième rang des langues les plus parlées dans le monde alors qu'elle occupe aujourd'hui, dans le meilleur des cas, la cinquième place. Une ambition de développement pour la langue française qu'Emmanuel Macron a placée dans le prolongement de celles de Charlemagne, de Louis XII et surtout de François I^{er} avec son ordonnance de Villers-Cotterêts (lire ci-dessous).

Vanter les réformes

Pour le chef de l'État, développer le français à l'ère moderne suppose avant tout que la France cesse de se voir comme le cœur de l'espace francophone. « Ce que

l'on appelle la francophonie, ce n'est pas cet espace incertain à la périphérie de la France et dont elle serait le centre », a-t-il assuré. Car selon lui, la francophonie, c'est avant tout « la langue française ». « La France est un pays parmi d'autres qui écrit et parle en français. Voilà le décentrement que nous devons réussir », a-t-il expliqué, avant de se livrer à un long éloge du français et surtout de ceux qui l'enseignent. « Sur ce sujet », a souri Emmanuel Macron, dont l'épouse était professeur de français, « j'ai une forme de conflit d'intérêts biographique qui pourrait conduire à fausser mon jugement, je ne pourrai le nier. Mais je veux néanmoins dire que l'histoire de notre pays fut constituée par ces héros que sont les professeurs de français ». L'occasion pour lui de vanter à nouveau les réformes lancées par son ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, pour

redynamiser l'apprentissage de la langue dès le plus jeune âge.

En la matière, Emmanuel Macron veut aller encore plus loin. Il a demandé « des exercices multipliés, de la dictée à la pièce d'éloquence, de la lecture à voix haute à la chanson, de la récitation à la réflexion sur la racine des mots, qui passe par la revitalisation résolue des langues anciennes ». Une façon de dénoncer le bilan de ses prédécesseurs sur le volet éducatif. « Nous ne pouvons être davantage ce pays où ces reculs avaient été admis », a-t-il dénoncé. Lui ne veut pas d'un autre recul, celui qui consisterait à accepter d'enlaidir la langue en institutionnalisant l'écriture inclusive. Sans citer explicitement cette revendication de militantes féministes, le président de la République a rappelé que le rôle de l'Académie française était de « protéger la langue contre les précieuses et les précieux

de tout temps... Et nous en avons encore ». Fin 2017, au plus fort du débat sur l'écriture inclusive, l'Académie française avait émis une « solennelle mise en garde » contre « ce redoublement de complexité » qui finirait fatalement par remettre en cause « les promesses de la francophonie ». D'autant que celles formulées par Emmanuel Macron sont nombreuses : doubler le nombre d'élèves dans les lycées français (lire ci-dessous), doubler les moyens de l'Agence française du développement pour l'éducation en Afrique, débloquent des crédits en faveur du Partenariat mondial pour l'éducation, doubler le nombre d'étudiants étrangers en France venant des pays émergents, améliorer dans l'Hexagone l'accès au français pour les réfugiés, développer les médias francophones... Objectif à terme : devenir la troisième langue la plus parlée dans le monde. ■



Emmanuel Macron prononce son discours à l'occasion de la Journée internationale de la francophonie devant les membres de l'Académie française et 300 étudiants, mardi, à l'Institut de France. POOL/REUTERS

Le château de Villers-Cotterêts, un écrin pour faire rayonner la francophonie

CLAIRE BOMMELAER
cbommelaer@lefigaro.fr

LE CHÂTEAU de Villers-Cotterêts, dans l'Aisne, attendait sa renaissance depuis plusieurs années. À partir de 2022, ce patrimoine historique va connaître un renouveau spectaculaire : il va se transformer en « laboratoire de la Francophonie », avec des espaces de découverte des cultures francophones, un lieu de débats et des résidences pour écrivains. Juste retour aux sources ? C'est là, en 1539, que François I^{er} a décrété l'usage obligatoire du français pour les actes administratifs et de justice. La « dimension symbolique du site », fondateur pour l'identité française, ainsi que cette décision ayant « permis de jeter des ponts entre les classes et les conditions », n'a pas échappé à Emmanuel Macron.

Ce dernier a (re)découvert le château pendant la campagne électorale. Juste avant un discours à Reims, le candidat fit une halte dans cette ville de 10 000 habitants, où naquit Alexandre Dumas. C'est alors qu'il prit la mesure du désastre patrimonial : dans la cour pavée, il vit ce domaine d'essence royale et princière, sans affectation et délabré. Construit au XVI^e siècle par les frères Lebreton (architectes de Fontainebleau), doté de décors somptueux dans sa partie centrale, Villers-Cotterêts n'est plus que l'ombre de lui-

dépôt de mendicité, puis servit de maison de retraite de 1889 à 2014.

Gigantesque - 95 000 mètres carrés, dont 23 000 dits utiles -, il a terminé sa vie avec 80 pensionnaires et des fuites d'eau dans les dépendances. Aujourd'hui, les fenêtres sont murées, la chapelle extraordinaire et les escaliers aux caissons Renaissance sont interdits à la visite, afin d'éviter qu'un touriste ne se prenne une pierre sur la tête.

Il n'a pas été évident, pour le gouvernement, d'imaginer un projet pour réhabiliter les lieux, organisés en plusieurs corps de bâtiments. Selon les

La présidence de la République promet un « écosystème exemplaire et innovant »

scénarios évoqués - une restauration complète ou au contraire très partielle -, le budget prévisionnel des travaux varie entre 100 et 250 millions d'euros. Sommes que personne n'a, et surtout pas l'État.

Il a donc été décidé de procéder par étapes. La gestion du bâtiment, longtemps dévolue à Bercy, a été transférée au Centre des monuments nationaux (CMN) - qui a immédiatement tweeté l'annonce, mardi après-midi. Ce grand opérateur public a déjà dans son escarcelle cent monuments, dont l'arc

les grands sites. Il a été chargé de restaurer, puis rouvrir à la visite, le corps central, fait de décors, d'escaliers et de plafonds à caissons, mélangeant salamandres, figures mythologiques et fleurs de lys.

Le destin des dépendances sera plus délicat à concevoir. L'architecte Jean Michel Wilmotte est en train de travailler sur leur réhabilitation, imaginant un grand restaurant, un hôtel et un centre de conférence. Il faudra, en tout état de cause, aller chercher des investisseurs privés avec les dents pour équilibrer le tout. La présidence de la République promet un « écosystème exemplaire et innovant », mélangeant des financements publics, privés et de collectivités locales. On parle de l'installation d'incubateurs de start-up - mais lesquels ?

Si, à terme, l'essai est transformé, Villers-Cotterêts, situé dans une ville abandonnée, fera figure d'exemple. Emmanuel Macron a chargé l'animateur Stéphane Bern d'une mission sur le patrimoine en péril, et sur les nouveaux modes de financement pour le réhabiliter. Au-delà de l'organisation d'un lotto à leur profit, l'idée est que les monuments peuvent être de puissants vecteurs économiques et touristiques pour un territoire - si tant est qu'on ne s'interdit pas d'en faire des lieux à usages multiples, une partie muséale côtoyant un hôtel, une entreprise ou des boutiques. Ce n'est pas ce

La volte-face de Macron sur les lycées français de l'étranger

MARIE-ESTELLE PECH
@MarieEstellePech

DEVANT l'Académie française, le président s'est engagé à « consolider et dynamiser le réseau » des lycées français de l'étranger afin de lui permettre de répondre à une demande croissante. L'objectif est de « doubler le nombre d'élèves accueillis au sein du réseau scolaire français d'ici à 2025 ».

Puissant outil d'influence diplomatique et linguistique, le réseau scolarise actuellement 350 000 élèves dont 60 % sont étrangers et 40 % français. On compte 492 établissements scolaires, dont 74 en « gestion directe » et 153 « conventionnés » : ce sont ceux qui coûtent le plus cher à l'État car des professeurs français y sont souvent détachés.

Les 265 autres sont de simples « partenaires » qui s'autofinancent grâce aux frais d'inscriptions payés par les parents. « C'est presque neutre pour l'État », explique-t-on à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) qui coordonne le réseau. Seul coût pour les finances publiques, les bourses accordées aux élèves français. Mais dans la plupart de ces écoles « partenaires », les élèves français sont moins présents que dans les autres : à peine 10 % au Liban ou en Amérique latine, par exemple. Le développement voulu par Emmanuel Macron devrait donc prolonger le développement de ces lycées « partenaires ».

La multiplication de ces accords per-

ticulièrement importante au Proche-Orient (Liban) et au Maghreb (Maroc). Et, dans une moindre mesure, en Asie et en Afrique (Côte d'Ivoire, Sénégal).

L'annonce d'Emmanuel Macron ne coûte pas grand-chose, si ce n'est laisser un goût amer à beaucoup de parents et d'enseignants alors que de récentes coupes budgétaires touchant l'AEFE ont provoqué une importante vague de mécontentement. Le réseau a vécu plusieurs mouvements de grève depuis l'automne. Une journée école morte avait été organisée dans dix écoles de Tunisie lors de la visite du président fin janvier. Une pétition de parents d'élèves, lancée récemment, a déjà recueilli plus de 10 000 signatures.

« Baisse de qualité »

Dans le cadre des mesures d'austérité annoncées l'an dernier, le budget de l'AEFE a été réduit de plus de 8 %, pour le ramener à 354,5 millions d'euros en 2017. Mais le gouvernement a promis à l'AEFE qu'elle retrouverait, cette année et en 2019, son budget d'avant les coupes. Lesquelles correspondent à la suppression de « plus de 500 postes d'enseignants titulaires, soit 8 % des effectifs actuels », sur les trois ans à venir, selon l'association Français du monde-AEFE.

« Sauvons les lycées français du monde », écrivent les parents d'élèves dans leur pétition diffusée sur Change.org. Dénonçant une « baisse de qualité de l'enseignement », les signataires disent « crain-